

L'année 2010 à La Réunion : retour de la croissance

Après avoir connu en 2009 un ralentissement comparable à celui de la métropole, avec un PIB en baisse de 2,6 % par rapport à 2008, l'activité économique de La Réunion s'est redressée tout au long de l'année 2010. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est progressivement rapproché de sa moyenne de longue période, accélérant même au dernier trimestre. La consommation des ménages a contribué positivement à cette évolution, en dépit d'un contexte de remontée des prix à la consommation. L'investissement est en revanche resté atone tout au long de l'année, malgré quelques signes de redressement. Les échanges avec l'extérieur se sont intensifiés, qu'il s'agisse des importations ou des exportations.

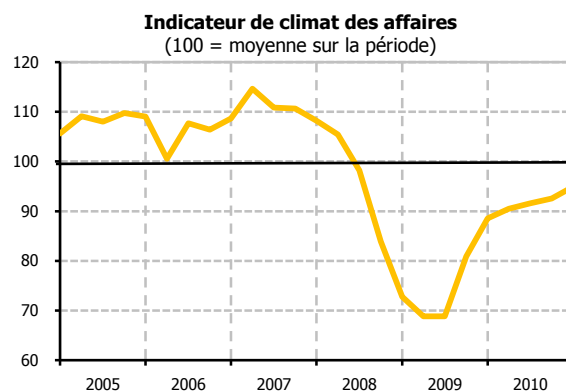
A l'échelle sectorielle, les évolutions sont contrastées. Si les secteurs des industries agro-alimentaires, du commerce, des services marchands et du tourisme ont bénéficié d'un regain d'activité, le constat est plus mitigé dans l'agriculture, les industries manufacturières et le BTP. De plus, la progression de l'activité n'a pas suffi à contenir le chômage, dont le taux au sens du BIT a atteint 28,9 %. 4 800 nouveaux actifs occupés, et surtout 9 500 chômeurs supplémentaires, sont ainsi venus étoffer la population active.

Dans ce contexte, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire local est restée relativement peu dynamique en 2010. Les financements accordés aux ménages, soutenus par les crédits à l'habitat, ont cependant enregistré un rythme de progression plus élevé que ceux consentis aux entreprises

UN RÉTABLISSEMENT PROGRESSIF

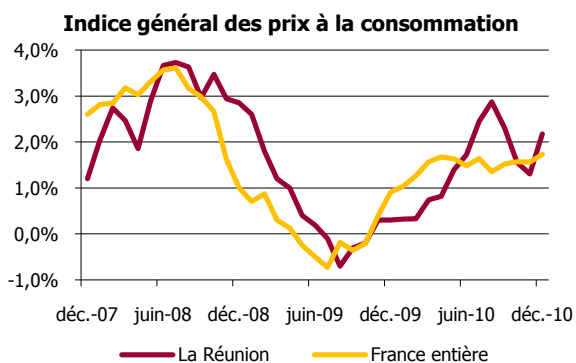
Progression contenue de l'ICA

La situation économique de l'île se rétablit peu à peu, sans pour autant retrouver les niveaux d'avant-crise. Après avoir fortement progressé au cours du second semestre 2009, l'indicateur du climat des affaires (ICA) augmente plus modérément sur les trois premiers trimestres de 2010, pour accélérer à nouveau au dernier trimestre. L'indicateur est néanmoins resté en dessous de sa moyenne de longue période.



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Les prix s'inscrivent à nouveau en hausse



Source : INSEE - IPC

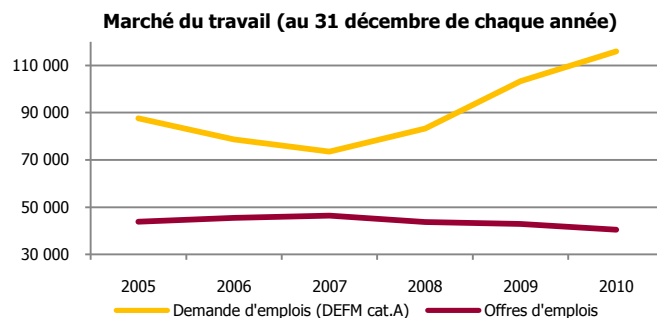
L'année 2010 marque le retour de la hausse des prix sur l'île, après une année 2009 très modérée (+ 0,5 %). Cette progression s'est intensifiée en cours d'année et le glissement annuel des prix atteint 2,2 % en décembre 2010, contre 1,8 % pour la France entière. La hausse des prix des services contribue à près de la moitié de cette augmentation. Les prix de l'énergie participent également de façon importante à cette hausse, en lien avec la nette augmentation des prix des produits pétroliers (+ 13,0 % en glissement annuel). Les autres postes augmentent plus modérément.

De nouveaux ajustements sur le marché de l'emploi

En décembre 2010, 12 600 demandeurs d'emplois supplémentaires (DEFM A) étaient inscrits à Pôle emploi par rapport à décembre 2009, soit une augmentation de 12,2 %. Cette progression a cependant ralenti par rapport à 2009, année au cours de laquelle la hausse avait atteint + 24,7 %.

En parallèle, 46 700 offres ont été collectées par Pôle Emploi en 2010, soit une progression de 1,8 %, après deux années de contraction.

Selon l'Insee, la population active s'est accrue de 5,2 % en un an au deuxième trimestre 2010. Environ un tiers de cette croissance provient de l'augmentation du nombre d'actifs occupés (+ 4 800), le reste provenant de la montée du nombre de chômeurs (+ 9 500) : le taux de chômage (au sens du BIT) s'élève ainsi à 28,9 %, soit une progression de 1,6 point par rapport à 2009 (contre + 2,9 points entre 2009 et 2008). La Réunion comptabilise au total 98 500 chômeurs au deuxième trimestre 2010.

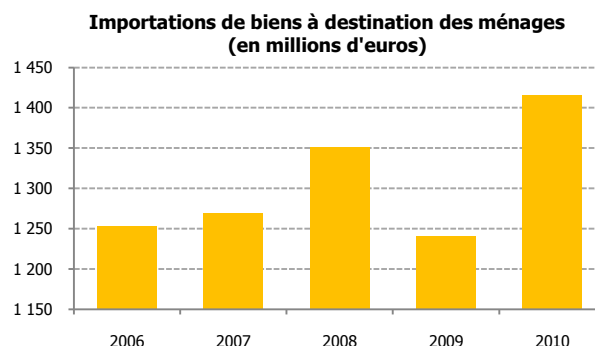


Source: Pôle emploi - Dares

Redressement de la consommation des ménages

La consommation des ménages, qui s'était maintenue en 2009, a progressé en 2010. A fin décembre 2010, les importations cumulées de biens à destination des ménages ont augmenté de 14,1 % par rapport à 2009 (contre - 8,2 % entre 2008 et 2009). Dans le détail, les importations de biens d'équipement du foyer ont progressé de + 26,4 % et celles de produits courants de + 8,4 %.

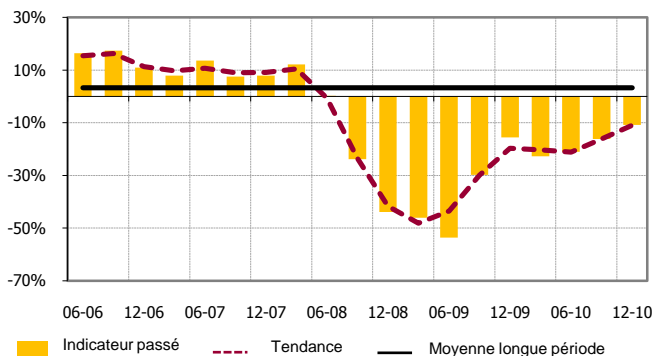
Les ventes de véhicules de tourisme ont elles aussi bénéficié d'une année 2010 mieux orientée. Sur les neuf premiers mois de l'année (derniers chiffres disponibles), elles ont progressé de 8,7 % par rapport à la même période en 2009.



Source : Douanes

L'investissement toujours atone

Solde d'opinions relatif aux prévisions d'investissement



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Le manque de perspectives économiques s'est traduit par de faibles prévisions d'investissement en 2010. Le solde d'opinions des chefs d'entreprise participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM est ainsi resté en dessous de sa moyenne de longue période tout au long de l'année, même si de légères progressions ont été enregistrées chaque trimestre.

Les importations de biens à destination des professionnels (hors acquisition d'avion par Air Austral) sont en retrait (- 1,4 % par rapport à 2009, contre - 15,7 % un an auparavant). La progression des importations de biens intermédiaires (+ 14,4 %) est intégralement compensée par le net recul des importations de biens d'équipement (- 7,7 %), secteur dont le poids est deux fois supérieur.

Des signes de redressement de l'investissement sont néanmoins perceptibles, au-delà du ralentissement du rythme de la baisse des importations de biens professionnels évoqué ci-dessus. Les encours de crédits à l'investissement consentis aux entreprises réunionnaises par l'ensemble des établissements de crédit s'inscrivent en hausse à fin décembre 2010 par rapport à décembre 2009. Les ventes de véhicules utilitaires ont quant à elles progressé de 7,0 % sur les neuf premiers mois de l'année 2010 par rapport à la même période de 2009.

Enfin, les encours de crédits à l'habitat des ménages ont progressé de manière sensible : + 4,8 % en glissement annuel en décembre 2010.

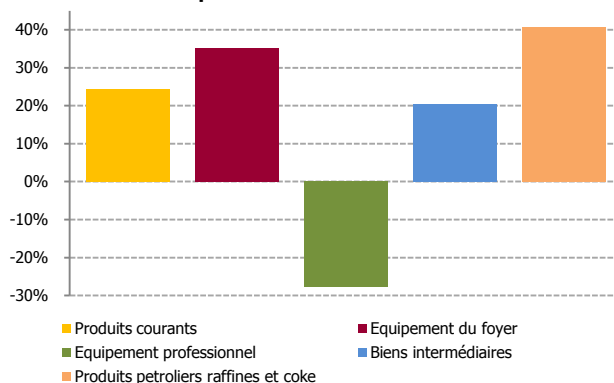
Progression des échanges avec l'extérieur

Sur l'ensemble de l'année 2010, les échanges avec l'extérieur s'orientent favorablement et retrouvent leur niveau de début 2008 (point haut avant deux années orientées à la baisse).

Les importations progressent de 7,5 % (toujours hors acquisition d'avion par Air-Austral), entraînant avec elles les recettes d'octroi de mer (+ 10,3 %). Cette progression est essentiellement permise par l'augmentation des importations de produits pétroliers et de biens d'équipement du foyer et, dans une moindre mesure, par celles des produits courants et des biens intermédiaires. Les importations de biens d'équipement professionnel contribuent en revanche négativement à l'évolution du poste.

Les exportations sont pour leur part en hausse de 14,0 %. Cette évolution s'explique pour plus de la moitié par la hausse des exportations de produits des industries agroalimentaires. Les ré-exportations (de biens d'équipement professionnel, de produits pétroliers et de déchets industriels et ménagers) sont les autres principaux contributeurs.

Principales contributions à l'évolution des importations entre 2010 et 2009



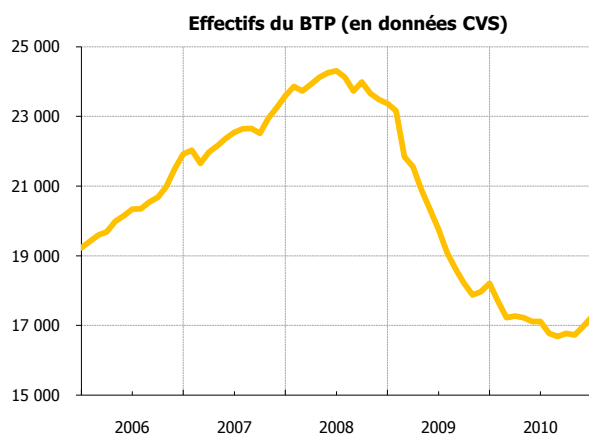
Source : Douanes

DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES A L'ÉCHELLE SECTORIELLE

Une année en demi-teinte pour l'agriculture

L'évolution de l'activité du secteur « Agriculture, élevage et pêche », jugée en nette hausse par les professionnels du secteur au deuxième trimestre, s'est essouffée selon eux dès le troisième trimestre. Au total sur l'année, certains indicateurs ont été favorablement orientés, tels que les abattages de bovins ou de volailles (respectivement + 3,4 % et + 2,2 %) ou surtout les exportations des produits de la pêche (+ 34,9 %), tandis que d'autres se dégradaient, à l'image des abattages porcins (- 1,6 %) et de la collecte de lait (- 5,1 %).

L'activité du BTP mieux orientée en fin d'année



Source : Caisse des congés payés

La situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics reste difficile en 2010, malgré l'apparition de quelques signes positifs en fin d'année. Les attestations délivrées par le Consuel ont reculé de 24,1 % sur un an, soit la troisième année de baisse consécutive (- 13,8 % en 2009 et - 12,9 % en 2008). De même, la commande publique s'est de nouveau contractée par rapport à l'année précédente. Dans ce contexte, les effectifs du secteur sont en retrait de 5,3 % à fin décembre en glissement sur un an. Néanmoins, sur les trois derniers trimestres de l'année, l'opinion des chefs d'entreprise participant à l'enquête de conjoncture est restée au dessus de sa moyenne de longue période. Au dernier trimestre, et pour la première fois depuis plus de deux ans, les effectifs du secteur ont progressé de 2,7 % (en données CVS) par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, les importations de ciment et de clinker ont progressé de 15,6 % (en glissement annuel), après avoir baissé de plus de 30 % l'année précédente.

Évolution ténue de l'activité des industries manufacturières...

Très liée à l'évolution du secteur du BTP, dont elle est fortement tributaire, l'activité des industries manufacturières est restée atone sur la majeure partie de l'année, mais la tendance semble se redresser au dernier trimestre et les prévisions des entrepreneurs concernant le début d'année 2011 sont optimistes.

... mais plus dynamique pour les industries agroalimentaire

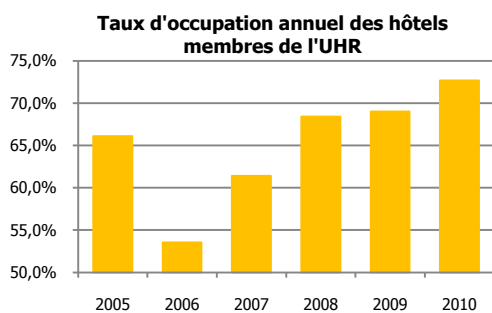
Faisant état d'importantes fluctuations au cours de l'année, l'activité du secteur des industries agroalimentaires a été globalement bien orientée en 2010. La hausse de 12,6 % des exportations de produits agroalimentaires entre 2009 et 2010, soutenue par les exportations de sucre et de produits de la mer, confirme ce constat.

Les secteurs du commerce et des services globalement bien orientés

Le secteur du commerce a bénéficié du niveau soutenu de la consommation des ménages. Son courant d'affaires a progressé sur l'année, malgré un troisième trimestre en retrait.

Après un début d'année manquant de dynamisme, le courant d'affaires du secteur des services marchands a nettement progressé en cours d'année, avant de se contracter en fin d'année. Les professionnels concernés sont même pessimistes dans leurs prévisions pour le début 2011.

Bonne année pour le tourisme



Source: UHR

Après un léger recul au premier trimestre, le solde d'opinions relatif à l'activité du secteur évolue largement au-dessus de sa moyenne de longue période sur le reste de l'année. La fréquentation des hôtels a atteint un niveau record, avec un taux d'occupation moyen de 72,3 %, soit une progression de 3,7 points par rapport à 2009. De plus, le nombre de passagers entre le département et la métropole s'accroît de 9,2 % : la barre symbolique du million de voyageurs est franchie.

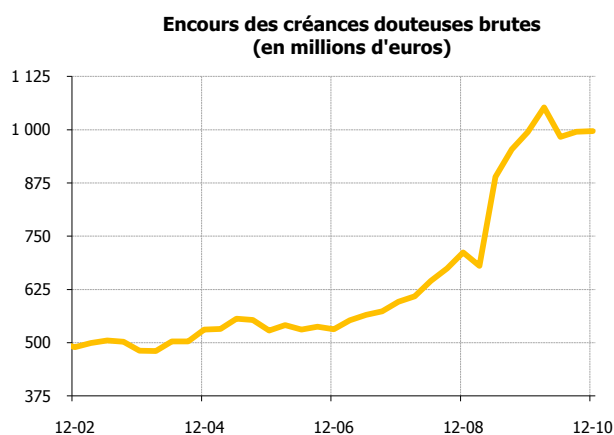
LA SITUATION FINANCIÈRE RESTE FRAGILE

Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI -Système Unifié de Reporting Financier- et abandon du système BAFI) les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Établissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Établissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois l'ensemble des séries historiques a été revue selon la nouvelle méthodologie.

L'année 2010 a été marquée par une réforme importante du cadre national réglementaire de la supervision bancaire, avec la mise en œuvre au second semestre du nouveau système d'information Surfi (Système Unifié de Reporting Financier). La mise en place de ce nouveau système permet un suivi plus exhaustif de l'activité des établissements de crédits sur le territoire (cf. encadré).

L'activité de financement de l'économie par le système bancaire local est restée relativement peu dynamique en 2010, l'encours brut total ayant progressé de 1,3 % seulement sur douze mois à fin décembre 2010. Les financements consentis aux ménages enregistrent un rythme de progression plus élevé (+ 2,6 % par rapport à décembre 2009) que ceux consentis aux entreprises (+ 1,2 % sur douze mois), grâce notamment à la reprise des crédits à l'habitat aux ménages (+ 4,8 % sur douze mois). En matière de collecte de ressources, la situation est comparable, avec une hausse limitée (+ 2 % sur un an) du total des actifs financiers collectés.

Après une année 2009 qui avait vu une brutale explosion des créances douteuses brutes portées par le système bancaire local (+ 33 % par rapport à décembre 2008), l'année 2010 a enregistré une stabilisation du risque de crédit, avec un maximum atteint au premier trimestre (1 052 millions d'euros). Les créances douteuses brutes portées par le système bancaire local sont finalement repassées sous la barre du milliard d'euros (en légère progression de + 0,3 % par rapport à fin décembre 2009). Elles représentent 5,7 % de l'ensemble des encours octroyés à la clientèle des établissements de crédit fin 2010.



Source : Iedom

A LA RECHERCHE DE NOUVEAUX MOTEURS DE CROISSANCE

L'économie réunionnaise devrait bénéficier en 2011 des efforts déployés ces deux dernières années pour atténuer les effets de la crise. L'accélération des mises en chantiers de programmes de logements sociaux observée courant 2010, la déclinaison des bonnes pratiques mises en évidence par le Haut Conseil de la Commande Publique et la montée en puissance des réalisations permises par le protocole de Matignon vont notamment permettre d'accélérer la sortie de crise du secteur du BTP et des secteurs liés. Mais La Réunion devra aussi trouver de nouveaux moteurs pour asseoir la croissance de ces prochaines années, en favorisant la coopération économique pour mieux s'insérer dans son contexte régional et en valorisant les savoir-faire et acquis technologiques dont elle dispose aujourd'hui.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 10 mars 2011 – Dépôt légal : mars 2011 – ISSN 1952-9619